



Département de la
Seine-Maritime

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Le 23 Novembre 2015

Question n° 3

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	32
Nombre de Conseillers présents	28
Nombre de Pouvoirs	4
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **24 Novembre 2015**

L'an deux mille quinze, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **3 Novembre 2015**, le **Conseil Municipal Extraordinaire** s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Olivier **LARDANS**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Gérard **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**, Philippe **KWIATKOWSKI**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Sophie **CAPELLE**, Valérie **LEDoux**, Emmanuel **DELINEAU**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Jérôme **DUBOST**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir :

Jean-Luc GONFROY (Pouvoir à Dominique **THINNES**), Marie-Paule DESHAYES (Pouvoir à Nicole **LANGLOIS**), Pascal DUMESNIL (Pouvoir à Martine **LESAUVAGE**), Nada AFIOUNI (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**).

Etait absente :

Valérie **PAILLART**

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAORDINAIRE

DU LUNDI 23 NOVEMBRE 2015

QUESTION : n° 3

5-7

OBJET : Projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale - Elargissement du périmètre de la CO.D.A.H.

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel FIDELIN, Maire

La loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, prévoit la rationalisation de l'intercommunalité et le renforcement de l'intégration communautaire.

En application de l'article L5210-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est établi dans chaque département un Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) prévoyant une couverture intégrale du territoire par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la suppression des enclaves et discontinuités territoriales.

Le projet de schéma concernant la Seine-Maritime a été présenté à la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI) le 2 Octobre 2015.

Par courrier du 2 Octobre 2015, il a été notifié aux syndicats, communes et EPCI concernées.

Il appartient au Conseil Municipal de se prononcer dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A défaut de délibération dans ce délai, son avis serait réputé favorable.

La loi NOTRe, dans son exposé des motifs, fixe pour objectif au SDCI la « poursuite du mouvement de regroupements de communes pour disposer au 1^{er} Janvier 2017 d'intercommunalités dont la taille correspondra aux réalités vécues et qui posséderont les moyens nécessaires pour offrir aux populations le niveau de services auquel celles-ci aspirent ». L'article L 5210-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que le Préfet est tenu de proposer une nouvelle carte intercommunale construite « dans une cohérence spatiale des EPCI au regard notamment des unités urbaines au sens de l'INSEE, des bassins de vie et des schémas du SCOT ».

En niant ces principes fondamentaux et en ignorant les réalités du territoire, le projet de SDCI de la Seine-Maritime proposé par le Préfet prévoit une fusion de la Communauté de l'Agglomération Havraise et de la Communauté de Communes du Canton de Criquetot, laissant seule, isolée, la Communauté de Communes de Saint-Romain-de-Colbosc avec qui la CO.D.A.H forme un pays et a établi un SCOT.

Ce projet acte l'existence de la communauté de territoire et d'intérêt que constituent la CO.D.A.H et la Communauté de Communes du Canton de Criquetot. Mais il méconnaît celle que constitue cet ensemble avec Caux-Estuaire. Il fait fi des synergies que ces trois territoires mettent en œuvre dans les domaines économique ou touristique. Il ne prend pas en compte le fait que la CO.D.A.H et Caux-Estuaire partagent la zone industrialo portuaire et la réserve naturelle de l'Estuaire, que la moitié des actifs qui habitent Caux Estuaire travaillent dans la CO.D.A.H et que la moitié des actifs qui ont un emploi à Caux Estuaire habitent la CO.D.A.H.

Imaginer une fusion de deux de ces communautés entre elles, ou imaginer que l'une d'entre elles puisse rester isolée, c'est affaiblir le territoire de la pointe de Caux et c'est les affaiblir individuellement en les enfermant durablement dans un schéma incohérent.

Parce qu'au cœur de ce sujet il y a le citoyen, parce que la notion de bassin de vie est essentielle, il est clair que le seul projet pertinent est la fusion proposée en 2012 de la Communauté de l'Agglomération Havraise, de la Communauté de Communes du Canton de Criquetot et de la Communauté de Communes de Saint-Romain-de-Colbosc. Ce projet est toujours porteur de sens et il traduit plus que jamais l'intérêt des territoires et de leurs populations.

Aussi, si cette proposition recueille votre accord, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

● Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

● Vu la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,

CONSIDERANT la notification à la Ville de Montivilliers du projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale par courrier en date du 2 Octobre 2015,

CONSIDERANT que ce projet de schéma prévoit la fusion de la Communauté de l'Agglomération Havraise avec la Communauté de Communes du Canton de Criquetot, en ne prévoyant pas la fusion de ces deux communautés avec la Communauté de communes de Saint-Romain-de-Colbosc,

CONSIDERANT que le seul périmètre pertinent de fusion, pour tenir compte des réalités humaine, géographique et économique du territoire, est celui regroupant la Communauté de l'Agglomération Havraise, la Communauté de Communes du Canton de Criquetot et la Communauté de Communes de Saint-Romain-de-Colbosc,

CONSIDERANT que le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale notifié ne correspond pas à la volonté du Conseil Communautaire de voir le territoire pertinent de notre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de rattachement couvrir les périmètres de la CO.D.A.H, de la Communauté de Communes du Canton de Criquetot et de la Communauté de Communes de Caux Estuaire,

● Vu le rapport de Monsieur le Maire

Je vous demande de bien vouloir m'autoriser :

- à émettre un avis défavorable au projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale notifié à la Ville de Montivilliers le 2 Octobre 2015.

- à demander à l'Etat la modification du projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunal, afin qu'en respect de la loi et des réalités du territoire, le périmètre de fusion retenu regroupe la Communauté de l'Agglomération Havraise, la Communauté de Communes du Canton de Criquetot et la Communauté de Communes de Saint-Romain-de-Colbosc.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 31 Voix Pour et 1 Abstention (Gilles LEBRETON) émet un avis défavorable au projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale notifié à la Ville de Montivilliers le 2 Octobre 2015 et demande à l'Etat la modification du projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunal, afin qu'en respect de la loi et des réalités du territoire, le périmètre de fusion retenu regroupe la Communauté de l'Agglomération Havraise, la Communauté de Communes du Canton de Criquetot et la Communauté de Communes de Saint-Romain-de-Colbosc.

Ainsi délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,